

L'Éducation ne peut pas être une variable Elle doit être une priorité absolue

Respectable Loge, Les Amis du Progrès, Orient du Mans, Région 9

Mots-clefs : École

L'école a subi de plein fouet la gestion de l'épidémie du virus actuel.

Depuis 1995 elle avait déjà été profondément perturbée par le plan Vigipirate qui persiste encore et continue d'avoir des conséquences très importantes sur l'ouverture de l'école.

Ce plan a considérablement impacté l'organisation des sorties dans les zones péri-urbaines.

En imposant des contraintes insurmontables pour sortir, comme l'interdiction des bus dans Paris ou pour le moins le coût exorbitant de leur stationnement, ceux qui ont le plus besoin d'avoir accès à la culture s'en trouvent exclus depuis des années.

Arrive ce virus.

On ferme les écoles sans donner aucun moyen aux élèves les plus démunis d'apprendre (et pour certain même de manger correctement).

La Covid a exacerbé les problèmes de l'éducation nationale et a cruellement démontré les inégalités matérielles, mais aussi sociales et culturelles et a prouvé, s'il en était besoin, que notre école publique est un lieu fondamental de socialisations que ne remplacera jamais l'enseignement à distance.

Les enseignants qui ont pris à cœur de ne pas abandonner leurs élèves, même si on peut regretter que certains n'aient pas été à la hauteur du service public, ont démultiplié les efforts pour conserver un lien avec leurs élèves, pour entretenir au maximum l'enseignement, pour tenter de n'abandonner personne.

Avec leurs outils informatiques privés, malgré le sentiment d'être ignorés des politiques, ils ont tenté de maintenir le niveau d'enseignement de leur classe.

Hélas ils se sont rapidement sentis isolés et abandonnés de leur ministère et de l'administration.

Inlassablement celles et ceux qui n'ont pas démissionné, se sont investis sans compter, même lorsqu'ils se sont trouvés confrontés à des parents trop éloignés des préoccupations scolaires, ou à d'autres qui remettaient systématiquement en cause leurs travaux.

Quelques mesures cosmétiques ont été mises tardivement en avant, des chiffres ont tenté de démontrer que le décrochage scolaire n'a pas été si important qu'on pouvait le craindre.

Et puis des moyens informatiques et postaux ont été mis en place mais sans jamais fonctionner.

Cependant des parents se sont investis et se sont rendus compte qu'on ne peut pas s'improviser enseignant ; des élèves ont travaillé, des enseignants ont été heureux de quelques petites victoires.

Hélas trop d'élèves ont été perdus et le niveau de beaucoup trop d'autres s'est globalement effondré.

Rapidement, le discours politique a changé, les élèves pouvaient retourner à l'école car il fallait que les parents retournent au travail.

On réduisait sémantiquement le rôle de l'enseignant à une garde d'enfant.

Alors que l'enseignement Public Laïque et Républicain doit être sanctuarisé, ses métiers revalorisés, on ne peut plus maintenant se voiler la face, son organisation doit être totalement revue.

En premier lieu, quelles que soient les crises, tout doit être fait pour maintenir l'ouverture des écoles.

Au même titre qu'il faut assurer le maintien de l'ordre, nous ne devons pas interrompre la chaîne de l'enseignement et nous devons toujours garder à l'esprit qu'en toute période, il est impératif de donner accès libre aux enfants à la culture et à l'art sous toutes ses formes.

L'éducation ne mérite pas de simples effets de manche politiques ; nous devons nous donner les moyens d'analyser son fonctionnement afin de maintenir sa continuité en toute circonstance, tout en luttant contre les inégalités territoriales et sociales.

La vie des enseignants doit également être totalement réorganisée.

Il n'est plus acceptable que les métropoles soient à part du reste du territoire, que la technocratie centralise la vie d'un professeur, que la répartition des budgets génère des inégalités criantes entre les territoires et entre les divers degrés de l'enseignement.

Et il y a d'autres urgences à traiter sans démagogie ni technocratie centralisatrice et déshumanisée. Interrogeons-nous sur la suppression des écoles normales remplacées par des parcours universitaires mal adaptés, regardons sans fard la déconsidération des enseignants mal rémunérés, la destruction progressive des RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté). Et que dire des programmes trop chargés et mal calibrés ?

Bien sûr il faut souligner les bienfaits de la scolarisation obligatoire à trois ans, et le dédoublement des effectifs des CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaires. Mais ça ne suffit pas à combler les dégâts des diverses politiques depuis des années.

L'objectif doit être en tout lieu et en tout temps de donner la même chance à chaque élève. L'enfant, quelle que soit son origine est un être en devenir, il est l'avenir de l'humanité, pas un détail dans un projet économique et politique temporel national ou local. Profitons de cette situation pour réfléchir sur le fond à ce qu'est (et doit être) l'Éducation.

Rappelons-nous que jadis l'école a permis d'unifier la langue et les savoirs dans notre pays. Le professeur, l'instituteur était alors respecté car il était l'un des rares à avoir le Savoir Républicain. Aujourd'hui, il est incontestable que le respect n'est plus de mise et que dès la plus jeune enfance l'hétérogénéité des savoirs et de la culture est très importante d'un enfant à l'autre. Seule l'école laïque peut permettre d'amener un maximum d'élèves à un savoir de plus en plus grand, à une culture de plus en plus riche et à la citoyenneté.

Si dans l'histoire la centralisation a pu être un bien, la société a évolué et rien, actuellement ne pourra être amélioré sans rendre encore plus autonome les équipes pédagogiques. Il nous faut imaginer des formes d'apprentissage plus individualisées et plus modulables en fonction des zones du territoire et donc réduire radicalement la technocratie au profit des enseignants et des directeurs d'école dont le métier doit être réellement reconnu et valorisé.

Si l'état doit s'assurer que tous les enfants aient accès à une formation la plus efficace possible, il ne doit plus tout centraliser.

C'est l'école, lieu de socialisation par excellence, outil d'union, créateur de lien, qui construit l'avenir. Répétons-le, nous devons toujours tout faire pour la maintenir ouverte et accessible car rien ne remplacera le présentiel. Sans cela l'ascenseur social ne fonctionnera plus.

Enfin la politique éducative ne peut pas être court-termiste. On doit envisager l'éducation avec une vision d'avenir et cela passe notamment par une réflexion profonde sur les obligations et le financement des enseignements privés et publics afin que l'égalité pour chaque élève soit un réel objectif politique incontournable. Élément fondamental de toute réflexion la Laïcité doit être au cœur de notre éducation Publique Laïque et Républicaine, à la base de tout projet la concernant.

Mais cette Laïcité ne doit pas être vue comme une pensée molle, consensuelle. Elle ne doit pas être réduite à une forme d'inclusion et on ne doit pas lui demander de s'accommoder avec le religieux quel qu'il soit, et surtout pas avec tous ceux qui mettent la croyance, le dogme, au dessus, ou pour le moins, à côté du citoyen.

La Laïcité doit rester un combat incessant car c'est elle qui permettra l'ouverture d'esprit des élèves et donc l'enrichissement de notre société.

Les politiques doivent se mettre à l'œuvre sur ce chantier fondamental.